

Charles LANCHA
L'Argentine des Kirchner
(2003-2015).

Une décennie gagnée ?

(L'Harmattan, 2016, 286 p., 30 €)

Charles Lancha propose dans cet ouvrage une histoire politique de l'Argentine contemporaine. Il retrace méticuleusement les trois mandats de Néstor Kirchner (2003-2007) et de Cristina Fernández de Kirchner (2007-2015) à travers l'ensemble des aspects qui ont suscité des controverses politiques : le paiement de la dette, la relance des poursuites judiciaires à l'égard des militaires coupables de crimes durant la dictature des années 1970, la conquête d'une autonomie diplomatique à l'égard des États-Unis, le conflit avec les propriétaires terriens en 2008, le rapport du gouvernement aux médias, à la justice, à l'Église, l'évolution des indicateurs économiques, la bataille face aux fonds vautours réclamant un paiement intégral de leur spéculation sur la dette nationale, les recompositions politiques... L'auteur adopte une approche chronologique, consacrant une partie à chacun des mandats des époux Kirchner, de la prise de pouvoir de Néstor Kirchner en 2003 à l'échec du candidat kirchnériste aux élections présidentielles de 2015. Charles Lancha se base sur une analyse méthodique et quasi exclusive de la presse à la fois des principaux quotidiens argentins (*Página 12* d'orientation kirchnériste, *Clarín* et *La Nación*, opposants notoires), mais aussi espagnol (*El País*) ou français (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Les Échos*, *Le Journal du dimanche*,



L'Humanité). Cette presse est abondamment citée et conduit à une très grande richesse factuelle.

L'auteur reprend l'expression de « décennie gagnée » de Cristina Fernández de Kirchner, le 25 mai 2013, jour du dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de son époux, pour vanter le bilan de leurs gouvernements. Cette expression répond à la formule de « décennie perdue » de la commission économique pour l'Amérique latine des Nations unies (CEPAL) à propos des années 80, où le sous-continent a été rongé par un endettement massif, une absence de croissance, une inflation galopante et où les plans d'ajustement néolibéraux promus par les agences financières internationales ont accru la pauvreté et les inégalités.

Le point de vue de l'auteur est clairement favorable aux gouvernements Kirchner. Il qualifie à deux reprises le mandat du mari d'« œuvre titanesque » (p. 113 et 271), louant sa faculté à renégocier la dette, à mettre fin aux lois d'impunité protégeant les

217

militaires de la dictature sanglante des années 70 à l'origine de la disparition de plus de 30 000 personnes, à améliorer la vie quotidienne des classes populaires argentines avec une diminution conséquente de la pauvreté. Il défend notamment le gouvernement contre tous les soupçons de corruption.

On peut regretter que les causes du déclin soient traitées de manière elliptique. À l'heure où la droite revient au pouvoir en Argentine, mais aussi au Brésil ou au Pérou, il est aussi nécessaire de valoriser l'apport des gouvernements progressistes que de comprendre les écueils qui les ont empêchés de se maintenir au pouvoir. Charles Lancha évoque de manière succincte l'usure du pouvoir, la crise économique mondiale, l'absence de transformation de la structure productive, l'évolution de la mentalité des classes moyennes, le choix d'un candidat ne faisant pas l'unanimité au sein du mouvement... Ces causes sont pour la plupart extérieures à l'action politique des gouvernements kirchnéristes.

L'ouvrage de Charles Lancha permet de comprendre avec finesse les termes du débat parlementaire entre le gouvernement kirchnériste et l'opposition conservatrice. En revanche, le livre ne porte pas sur les contestations sociales, de mouvements anti-extractivistes ou de sections syndicales revendicatives dans la banlieue de Buenos Aires. Ces phénomènes sont porteurs d'enseignements sur d'autres causes de l'affaiblissement du kirchnérisme : l'accentuation de la dépendance à l'extraction de matières premières (principalement le soja, mais également le développement de la fracturation hydraulique pour l'obtention de ressources carbonées), la stagnation du pouvoir d'achat, le paiement de la crise par les classes populaires, le divorce avec les mouvements sociaux... Cette base sociale du kirchnérisme n'a certes pas voté pour la droite aux élections présidentielles de 2015, mais sa démobilisation a rendu possible la victoire du candidat néolibéral. Ces caractéristiques pourraient être développées dans un autre ouvrage...

THOMAS POSADO